



## SURDITÉ EN VALAIS

### CADRE DE FORMATION POUR LES JEUNES DE 0 à 20 ANS Plan pédagogique, pédago-thérapeutique et organisationnel

---

*Dans le présent document, toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.*

1. Bases légales
2. Public cible
3. Objectifs et principes généraux
4. Types de communications développées
5. Processus de signalement, d'évaluation et de décision
6. Types de prestations pour la réponse aux besoins particuliers des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans
7. Organisation des prestations : centre de compétences
8. Opérationnalisation pour le Valais

#### 1. Bases légales

La formation et la prise en charge des enfants et des jeunes sourds et malentendants, de 0 à 20 ans, se réfèrent aux bases légales cantonales en matière de formation régissant les divers degrés de la scolarité obligatoire et postobligatoire :

vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962 ;  
vu la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 et son ordonnance du 11 février 2015 ;  
vu la loi sur le cycle d'orientation du 10 septembre 2009 ;  
vu la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LALFPr) du 13 juin 2008 ;  
vu l'ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (OLALFPr) du 9 février 2011 ;  
vu l'ordonnance sur l'organisation de la maturité professionnelle du 10 septembre 2014 ;  
vu le règlement de l'école de commerce à plein temps du 24 juin 2011 ;  
vu le règlement de l'école de culture générale du 3 juin 2008 ;  
vu le règlement des écoles préprofessionnelles du canton du Valais du 19 décembre 2007 ;  
vu le règlement concernant les études gymnasiales et les examens de maturité du 10 juin 2009 ;  
vu le règlement de la maturité spécialisée option « social » du canton du Valais du 28 septembre 2011 ;  
vu le règlement de la maturité spécialisée orientation pédagogie du canton du Valais du 20 avril 2011.

En ce qui concerne les besoins spécifiques liés à la surdité, les lois et cadres suivants servent de référence :

vu la constitution fédérale du 18 avril 1999, notamment art. 8 al. 2, 19, 62, en particulier l'alinéa 3 ;  
vu la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) du 13 décembre 2002 art. 20, en particulier l'alinéa 3 ;  
vu l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007 ;

vu le concept cantonal du Valais sur la pédagogie spécialisée du 10 décembre 2014 ;  
vu la loi sur l'enseignement spécialisé du 25 juin 1986 et son règlement du 25 février 1987 ;  
vu la loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2000, son ordonnance, son règlement et son arrêté du 9 mai 2001 ;  
vu la loi sur l'intégration des personnes handicapées du 31 janvier 1991, art. 7 à 10.

## **2. Public cible**

Le présent cadre pédagogique et organisationnel s'adresse aux enfants et jeunes sourds et malentendants de 0 à 20 ans, habitant le canton du Valais, pour autant que le besoin particulier, basé sur une expertise médicale, ait été admis ou soit en voie de reconnaissance par le Service de l'enseignement, pour les mesures scolaires et apparentées ou par le Service cantonal de la jeunesse, pour les mesures péda-go-thérapeutiques et l'éducation précoce spécialisée.

## **3. Objectifs et principes généraux**

### Objectif général

Le cadre pédagogique et organisationnel, ainsi que la pratique de l'ensemble des professionnels sont orientés vers l'intégration sociale et professionnelle, à court, moyen ou long terme, ceci dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune sourd ou malentendant concerné, en tenant compte de l'environnement, de l'organisation scolaire et de l'avis des détenteurs de l'autorité parentale.

### Principes de pédagogie spécialisée

- Le cadre pédagogique et organisationnel relatif aux enfants et jeunes sourds et malentendants respecte les principes du concept cantonal de pédagogie spécialisée, notamment :
  - Le principe de proximité pour la dispense des mesures.
  - Le principe de coordination des mesures entre elles.
  - Le guichet unique pour l'annonce de nouvelles situations.
  - Lorsque l'enfant ou le jeune est scolarisé, l'école est le partenaire privilégié dans le cadre de la mise en place des mesures ; pour le préscolaire, le Service cantonal de la jeunesse assume cette responsabilité.
  - Les détenteurs de l'autorité parentale sont impliqués dans tout le processus conduisant à la mise en place des mesures.
  - Les mesures ordinaires et renforcées de pédagogie spécialisée sont identifiées clairement.
  - Dans le cadre du choix des mesures, le plus haut niveau de normalisation est visé, tout en apportant les moyens spécialisés nécessaires permettant à l'enfant de suivre un programme scolaire le plus proche possible du plan d'étude ordinaire.
- La surdité est considérée comme un handicap perceptif qui a des répercussions sur le développement global de l'enfant. Le type et le degré de surdité ont une influence prépondérante sur le développement langagier et sur l'insertion scolaire et sociale de l'enfant ou du jeune.
- La finalité de toutes les mesures scolaires, éducatives et thérapeutiques est centrée sur l'insertion sociale et professionnelle de l'enfant ou du jeune atteint de surdité.

## **4. Types de communications développées**

- a. Dans le but de favoriser l'expression et la communication, les professionnels œuvrant dans le domaine de la pédagogie spécialisée reconnaissent et favorisent des modes de communication ouverts, prenant en compte les besoins et souhaits de l'enfant ou du jeune, ceux du contexte familial et scolaire, les composantes médicales. Les détenteurs de l'autorité parentale se déterminent sur un mode de communication privilégié.

- b. Dans cette perspective, les modes de communication suivants peuvent être retenus : le français oral, avec ou sans aide du langage parlé complété et/ou la langue des signes et/ou la lecture labiale.
- c. Le ou les modes de communication privilégiés font l'objet d'un enseignement pour l'enfant ou le jeune sourd ou malentendant.
- d. Une formation est proposée à sa famille proche.
- e. Les pairs et les enseignants ou autres professionnels faisant partie du contexte de formation proche reçoivent une information sur les spécificités du mode de communication privilégié.

## 5. Processus de signalement, d'évaluation et de décision

### a. Signalement

En application du principe du guichet unique, lorsqu'un problème de surdité ou de malentendance chez un enfant ou un jeune appelle à la mise en place de mesures particulières, le signalement est déposé par les détenteurs de l'autorité parentale ou les professionnels avec l'accord des détenteurs de l'autorité parentale :

- auprès du **Service cantonal de la jeunesse**, pour un enfant en âge préscolaire ;
- auprès de la **Direction de l'établissement** ou à défaut auprès de l'Office de l'enseignement spécialisé, pour un enfant ou un jeune en âge de scolarité obligatoire ou postobligatoire.

### b. Procédure d'évaluation pour la mise en place des mesures spécialisées

- I. Dans le domaine de la pédagogique spécialisée, chaque demande de mesures pour un enfant sourd ou malentendant (cf. chapitre 6), est considérée comme une demande de **mesure renforcée**, au sens de l'art. 5 de l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogique spécialisée.
- II. En application du principe pr c dent, chacune des demandes conduit à la mise en place d'une procédure d'évaluation standardisée (PES), conformément à l'accord intercantonal susmentionné. En parallèle, la logopédie peut être mise en place, afin de déterminer les besoins de l'enfant et d'y répondre rapidement.
- III. Dans le cadre de la PES, le rapport diagnostique d'un médecin spécialisé est requis dans tous les cas.
- IV. Le Département de la formation et de la sécurité désigne les collaborateurs suivants pour la coordination de la procédure d'évaluation standardisée (PES) :
  - pour les enfants en âge préscolaire : un psychologue du Centre de développement et de thérapie de l'enfant et de l'adolescent (CDTEA) ;
  - pour les enfants et les jeunes entrant à l' cole, en âge de scolarité obligatoire ou post-obligatoire : le conseiller pédagogique de l'enseignement spécialisé, avec la collaboration d'un psychologue du CDTEA.

### c. Processus d'analyse et de décision

Le domaine de la surdité appelant à une évaluation spécifique et globale, la PES se déroule, en règle générale, selon le processus suivant :

- I. Les détenteurs de l'autorité parentale sont entendus et avisés de la démarche.
- II. Le coordonnateur PES contacte les divers partenaires et peut leur demander un rapport écrit.
- III. Les coordonnateurs PES réunissent une séance d'analyse pluridisciplinaire, regroupant les professionnels concernés, afin d'élaborer les propositions de mesures à mettre en place.
- IV. En cas de doute, les coordonnateurs PES transmettent le rapport PES, pour préavis, à un expert externe neutre, mandaté par le Département.
- V. La proposition de mesures est présentée par les autorités compétentes aux détenteurs de l'autorité parentale pour accord préalable.
- VI. La décision finale est prise par les Services compétents, désignés par le Département de la formation et de la sécurité :
  - a. le Service cantonal de la jeunesse, pour les mesures pédago-thérapeutiques et d'éducation précoce spécialisée ;
  - b. l'Office de l'enseignement spécialisé, pour les mesures d'enseignement spécialisé.

La procédure de recours est régie par la loi sur la procédure et la juridiction administratives, sous réserve des dispositions spéciales.

## **6. Types de prestations pour la réponse aux besoins particuliers des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans**

Dans le cadre de la procédure d'évaluation, les mesures permettant de répondre aux besoins particuliers des enfants ou des jeunes sourds ou malentendants du canton du Valais sont choisies parmi les prestations spécialisées ci-dessous.

### **a. Prestations principales**

En soutien à l'action conduite par les détenteurs de l'autorité parentale et les enseignants, les **prestations principales** suivantes constituent le noyau central de la prise en charge spécifique en surdité :

- les mesures de **logopédie** ou d'audio pédagogie, dispensées par des professionnels spécifiquement formés en surdité ;
- les diverses mesures d'**enseignement spécialisé**, dispensées par des professionnels formés en surdité.

### **b. Prestations élargies**

En soutien ou en complément des prestations principales, les **prestations élargies** suivantes peuvent être offertes par des spécialistes de domaine, formés en surdité :

- le langage parlé complété (LPC) ;
- la langue des signes (LSF et DSCG) ;
- l'éducation précoce spécialisée ;
- la logopédie non spécifique ;
- la psychomotricité ;
- le soutien psychologique ;
- le conseil et le soutien aux détenteurs de l'autorité parentale et aux professionnels.

Les professionnels décrits dans les groupes de prestations a et b peuvent être appelés à fonctionner comme personne ressource pour l'ensemble des intervenants.

### **c. Prestations extrascolaires et thérapeutiques**

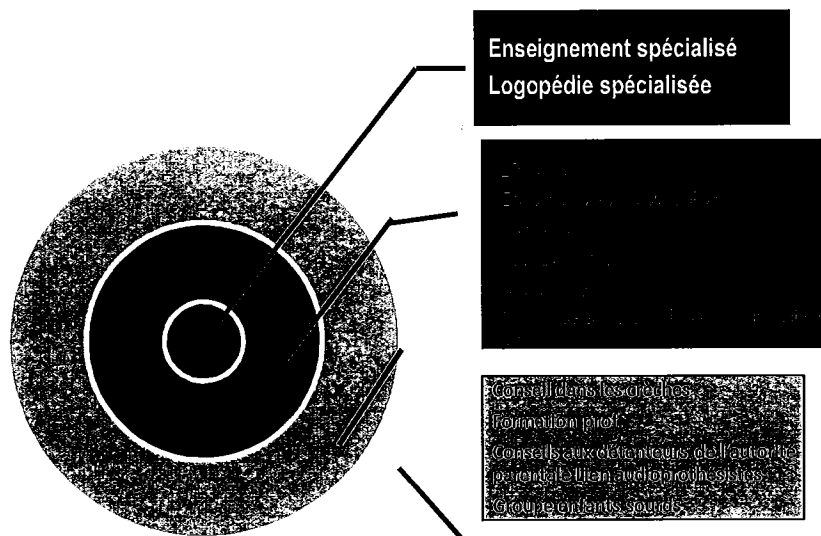
Le développement global de l'enfant dès son plus jeune âge, ainsi que la communication avec sa famille doivent être renforcés précocement. De plus, la reconnaissance du handicap dépassant le cadre strictement scolaire et/ou thérapeutique, les offres suivantes doivent être développées :

- conseils par des personnes ressources dans les crèches ;
- formation continue des professionnels ;
- conseils aux détenteurs de l'autorité parentale, notamment par des soirées à thème ;
- collaboration avec les audioprothésistes pour les aspects techniques de l'audition ;
- regroupement d'enfants sourds, selon les besoins ;
- collaboration avec les associations de personnes sourdes.

### **d. Prestations locales**

Selon le niveau de besoins révélés par la PES, les intervenants de l'établissement scolaire ou de la pédagogie spécialisée ordinaire, peuvent être appelés à dispenser les mesures suivantes :

- mesures pédago-thérapeutique et éducation précoce spécialisée, sans spécialisation en surdité ;
- appuis pédagogiques intégrés.



#### e. Collaboration avec les médecins ORL et les centres médicaux spécialisés

En accord avec les détenteurs de l'autorité parentale, la collaboration avec les médecins spécialisés ORL et les centres médicaux spécialisés est recherchée, tant en ce qui concerne l'évaluation diagnostique que le suivi de l'évolution de l'enfant ou du jeune.

#### 7. Organisation des prestations : centre de compétences

La formation des enfants sourds et malentendants valaisans doit prendre en compte à la fois la masse critique faible des enfants et des jeunes concernés et la nécessité d'une haute spécialisation des interventions.

Afin de répondre à ces impératifs concrets, le Département de la formation et de la sécurité décide de confier, via un contrat de prestations, l'ensemble des prestations décrites au point 6 a, b et c ci-dessus à un **centre de compétences « surdité »**.

##### Couverture géographique

Le centre de compétences surdité couvre l'ensemble du territoire du canton du Valais.

Afin d'assurer une couverture efficace et une répartition rationnelle des prestations, en fonction des situations de jeunes sourds ou malentendants annoncés, des antennes régionales du centre de compétences peuvent être mises sur pied, (p. ex. Chablais, Haut-Valais), sous la responsabilité du centre de compétences cantonal en surdité.

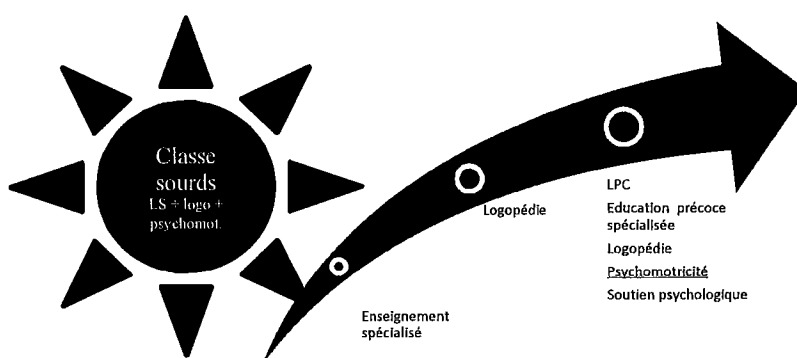
##### Types de prestations du centre de compétences « surdité »

Les prestations décrites au point 6 a, b et c sont dispensées par le centre de compétences « surdité » sous deux formes :

### a. Prestations décentralisées

Afin de favoriser, chaque fois que cela est possible, l'inclusion de l'enfant ou du jeune sourd ou malentendant dans son milieu, les prestations décentralisées suivantes sont prévues :

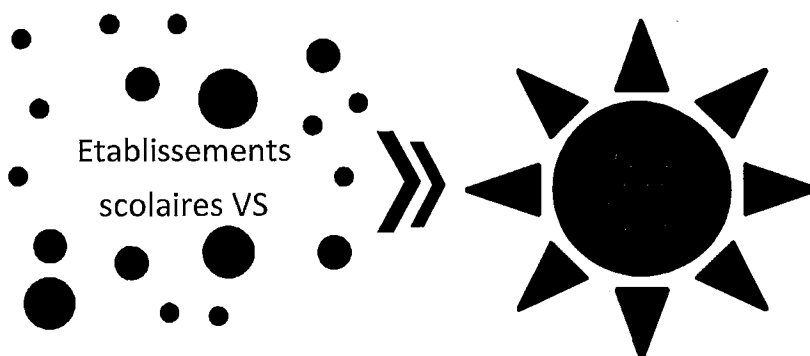
- la logopédie spécialisée en surdité<sup>1</sup> ;
- l'enseignement spécialisé : sous forme d'appui renforcé en surdité ;
- le langage parlé complété, l'éducation précoce spécialisée, la logopédie, la psychomotricité, le soutien psychologique.



### b. Prestations centralisées

Afin de répondre à des besoins spécifiques importants dans le domaine de la surdité, certains jeunes sourds ou malentendants peuvent être orientés vers une classe spécialisée pour enfants sourds, dispensant les prestations suivantes :

- l'enseignement spécialisé en classes d'adaptation pour enfants sourds, avec des possibilités d'intégration partielle en classe ordinaire ;
- la langue des signes, la logopédie spécialisée, la psychomotricité et le soutien psychologique.



Pour répondre de manière souple et adaptée aux besoins des enfants sourds et malentendants et prendre en compte les ressources du contexte familial et scolaire, sur décision de l'Office de l'enseignement spécialisé, les prestations centralisées et décentralisées peuvent revêtir des **formes combinées entre elles**.

<sup>1</sup> Du matériel spécifique sera mis à disposition par le centre, afin d'assurer des prestations logopédiques spécialisées.

## 8. Opérationnalisation pour le Valais

### Organisation relative au centre valaisan de compétences en « surdité »

Afin de rendre opérationnel le centre de compétences « surdité », le Département de la formation et de la sécurité met en place l'organisation suivante :

- Le centre de compétences est placé sous la haute surveillance de l'Office cantonal de l'enseignement spécialisé (OES) en collaboration avec le Service cantonal de la jeunesse.
- Le centre de compétences est placé sous la responsabilité financière et administrative du Service de l'enseignement (SE) qui collaborera étroitement, pour les mesures pédago-thérapeutiques et l'éducation précoce spécialisée, avec le Service cantonal de la jeunesse.
- Le Département de la formation et de la sécurité conclut un mandat de prestations avec une institution ou un centre pédagogique spécialisé par l'élargissement d'une convention existante pour la gestion de l'ensemble des prestations du centre de compétences spécialisé.
- Des mandats de prestations peuvent être conclus par le canton ou/et à travers le centre de compétences, avec des prestataires spécialisés (p. ex. Fédération suisse des sourds, A Capella, ...) pour des approches spécifiques (langue des signes, langage parlé complété, ...).
- Le CDTEA ou des instances mandatées par le Département d l guent les ressources en personnel pédago-thérapeutique pour le CCS.
- Le SE/OES octroie la dotation en personnel enseignant spécialisé.
- Le solde des charges d'exploitation est déterminé annuellement.

### Phases et échéancier de mise en application

Vu les changements humains, administratifs et financiers induits par la mise en place d'un centre de compétences « surdité », le Département prévoit une mise en application en deux phases, permettant dans l'intervalle de s'appuyer sur l'organisation existante pour maintenir des prestations aux jeunes sourds et malentendants.

#### Phase I :

Développement d'un centre de compétences pour le **Valais romand** :

- début année scolaire 2017-2018.

Maintien du contrat de prestation avec l'institution Münchenbuchsee, pour le **Haut-Valais**.

#### Phase II :

Extension du centre de compétences à l'**ensemble du Valais** : un seul centre de compétences

- horizon début de l'année scolaire 2017-2018 ou 2018-2019.

Le Service de l'enseignement et le Service cantonal de la jeunesse sont chargés de l'application et de la mise en œuvre du présent cadre pédagogique officiel. Une évaluation régulière est mise en place, impliquant une commission consultative spécifique dont les membres seront désignés par le Département.

Sion, le 9 septembre 2016 MD/RS

  
Oskar Freysinger  
Conseiller d'Etat



## **HÖRBEHINDERUNG IM KANTON WALLIS**

### **RAHMENKONZEPT FÜR KINDER UND JUGENDLICHE IM ALTER ZWISCHEN 0 UND 20 JAHREN**

#### **Pädagogische, pädagogisch-therapeutische und organisatorische Ebene**

---

*Im vorliegenden Dokument gelten alle Personen-, Status- oder Funktionsbezeichnungen für beide Geschlechter.*

1. Rechtsgrundlagen
2. Zielpublikum
3. Ziele und Grundsätze
4. Kommunikationsformen
5. Verfahren zur Meldung, Abklärung und Entscheidung
6. Leistungsarten zur Behandlung der besonderen Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen zwischen 0 und 20 Jahren
7. Organisation der Dienstleistungen: Kompetenzzentrum
8. Operationalisierung für das Wallis

#### **1. Rechtsgrundlagen**

Die Schulung und Betreuung von Kindern und Jugendlichen zwischen 0 und 20 Jahren mit einer Hörbehinderung wird auf kantonaler Ebene in folgenden Rechtsgrundlagen, die für die obligatorische und postobligatorische Schulzeit gelten, geregelt:

Gesetz über das öffentliche Unterrichtswesen vom 4. Juli 1962;  
Gesetz über die Primarschule vom 15. November 2013 und die dazugehörige Verordnung vom 11. Februar 2015;  
Gesetz über die Orientierungsschule vom 10. September 2009;  
Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung vom 13. Juni 2008;  
Verordnung über das Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (VOEGBBG) vom 9. Februar 2011;  
Verordnung über die Organisation der Berufsmaturität vom 10. September 2014;  
Reglement über die Handelsmittelschulen (Vollzeit) vom 24. Juni 2011;  
Reglement über die Fachmittelschulen vom 3. Juni 2008;  
Reglement der Schule für Berufsvorbereitung des Kantons Wallis vom 19. Dezember 2007;  
Reglement über die Schulzeit am Gymnasium und die Maturitätsprüfungen vom 10. Juni 2009;  
Reglement über die Fachmaturität im Berufsfeld „Soziales“ des Kantons Wallis vom 28. September 2011;  
Reglement über die Fachmaturität im Berufsfeld Pädagogik des Kantons Wallis vom 20. April 2011.

Als Referenztexte für die besonderen Bedürfnisse im Zusammenhang mit einer Hörbehinderung dienen folgende Gesetze und Grundlagen:

Bundesverfassung vom 18. April 1999, namentlich Art. 8, Abs. 2, 19 und 62, insbesondere Abs. 3;  
Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG) vom 13. Dezember 2002, insbesondere Art. 20, Abs. 3;  
Interkantonale Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik vom 25. Oktober 2007;



Kantonales sonderpädagogisches Konzept vom 10. Dezember 2014;  
Gesetz über die Hilfs- und Sonderschulen vom 25. Juni 1986 und das dazugehörige Reglement vom 25. Februar 1987;  
Jugendgesetz vom 11. Mai 2000 und die dazugehörige Verordnung, das Reglement und den Beschluss vom 9. Mai 2001;  
Gesetz über die Eingliederung behinderter Menschen vom 31. Januar 1991, Art. 7 bis 10.

## **2. Zielpublikum**

Der vorliegende pädagogische und organisatorische Rahmen richtet sich an Kinder und Jugendliche zwischen 0 und 20 Jahren mit einer Hörbehinderung, die im Kanton Wallis wohnen und deren besonderes Bedürfnis auf schulische oder ähnliche Massnahmen bzw. auf pädagogisch-therapeutische Massnahmen und heilpädagogische Früherziehung, gestützt auf ein medizinisches Gutachten, von der Dienststelle für Unterrichtswesen oder der Kantonalen Dienststelle für die Jugend anerkannt wurde oder noch im Anerkennungsverfahren ist.

## **3. Ziele und Grundsätze**

### Leitziel

Der pädagogische und organisatorische Rahmen sowie die Arbeitsweise der Fachleute haben die kurz-, mittel- oder langfristige soziale und berufliche Eingliederung im Fokus, wobei das Wohl und die Entwicklungsmöglichkeiten des betroffenen Kindes oder Jugendlichen mit einer Hörbehinderung respektiert und das Umfeld, die schulische Organisation und die Meinung der Inhaber der elterlichen Sorge berücksichtigt werden.

### Grundsätze der Sonderpädagogik

- Der pädagogische und organisatorische Rahmen für Kinder und Jugendliche mit einer Hörbehinderung respektiert die Grundsätze des kantonalen sonderpädagogischen Konzepts, namentlich:
  - Grundsatz der Nähe, was das Erbringen der Massnahmen betrifft.
  - Grundsatz der Koordination der Massnahmen untereinander.
  - Einheitliche Anlaufstelle für die Neuanmeldung.
  - Wenn das Kind oder der Jugendliche eingeschult ist, ist die Schule der erste Ansprechpartner im Hinblick auf die Umsetzung von Massnahmen, für das Vorschulalter die Kantonale Dienststelle für die Jugend.
  - Die Inhaber der elterlichen Sorge werden in den gesamten Prozess zur Umsetzung von Massnahmen miteinbezogen.
  - Die allgemeinen und verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen werden klar identifiziert.
  - Bei der Wahl der Massnahmen wird ein möglichst hoher Grad an Normalität angestrebt, wobei alle nötigen Mittel ergriffen werden, damit das Kind ein Schulprogramm absolvieren kann, das so weit wie möglich dem Regellehrplan entspricht.
- Die Hörbehinderung ist eine Sinnesbehinderung, die Auswirkungen hat auf die gesamte Entwicklung des Kindes. Die Art und Schwere der Hörbehinderung haben einen massgeblichen Einfluss auf die sprachliche Entwicklung sowie die schulische und soziale Eingliederung des Kindes oder des Jugendlichen.
- Sämtliche schulischen, erzieherischen und therapeutischen Massnahmen verfolgen das Ziel der sozialen und beruflichen Eingliederung des Kindes oder Jugendlichen mit einer Hörbehinderung.

## **4. Kommunikationsformen**

- a. Mit dem Ziel, Ausdruck und Kommunikation zu fördern, anerkennen und fördern die Fachleute, die im Bereich Sonderpädagogik tätig sind, offene Kommunikationsformen, die den Bedürfnissen und Wünschen des Kindes oder des Jugendlichen und dessen familiären und schulischen Umfelds sowie den medizinischen Aspekten Rechnung tragen. Die Inhaber der elterlichen Sorge legen fest, welches die bevorzugte Kommunikationsform ist.

- b. Zur Auswahl stehen folgende Kommunikationsformen: Deutsch mit oder ohne ergänzende Lautsprache (ELS), die Gebärdensprache und das Lippenlesen.
- c. Das Kind oder der Jugendliche mit einer Hörbehinderung wird in der/den bevorzugte/n Kommunikationsform/en unterrichtet.
- d. Der engsten Familie wird eine Schulung angeboten.
- e. Die Mitschüler und Lehrpersonen oder anderen Fachleute, die bei der Schulung mitwirken, erhalten eine Information über die Besonderheiten der gewählten Kommunikationsform.

## 5. Verfahren zur Meldung, Abklärung und Entscheidung

### a. Meldung

Sind aufgrund der Hörbehinderung eines Kindes oder Jugendlichen besondere Massnahmen nötig, wird die Anmeldung gemäss dem Grundsatz der einheitlichen Anlaufstelle von den Inhabern der elterlichen Sorge oder den Fachpersonen mit der Zustimmung der Eltern wie folgt vorgenommen:

- bei der **Kantonalen Dienststelle für die Jugend** für Kinder im Vorschulalter;
- bei der **Schuldirektion** oder gegeben falls beim Amt für Sonderschulwesen für Kinder oder Jugendliche, die die obligatorische oder postobligatorische Schule besuchen.

### b. Abklärungsverfahren für Sonderschulmassnahmen

- I. Jedes Gesuch für sonderpädagogische Massnahmen für ein hörbehindertes Kind ist (vgl. Kapitel 6) als Gesuch auf eine **verstärkte Massnahme** im Sinne von Art. 5 der interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik vom 25. Oktober 2007 einzustufen.
- II. Jedes Gesuch führt zu einem Standardisierten Abklärungsverfahren (SAV). Parallel zum SAV kann die Audiopädagogik aufgelegt werden, um die Bedürfnisse des Kindes zu analysieren und mit einer gezielten Behandlung zu starten.
- III. Im Rahmen des SAV muss ein Bericht eines Facharztes beantragt werden.
- IV. Das Departement für Bildung und Sicherheit bezeichnet folgende Mitarbeitenden/Stellen mit der Koordination des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV):
  - für die Kinder im Vorschulalter: Ein Psychologe des Zentrums für Entwicklung und Therapie des Kindes und Jugendlichen (ZET);
  - für die Kinder und Jugendlichen, die eingeschult werden oder die obligatorische/postobligatorische Schule besuchen: Ein pädagogischer Berater des Amtes für Sonderschulwesen in Zusammenarbeit mit einem Psychologen des ZET.

### c. Verfahren zur Abklärung und Entscheidung

Da der Bereich Hörbehinderung eine umfassende und gezielte Abklärung erfordert, verläuft das SAV wie folgt:

- I. Die Inhaber der elterlichen Sorge werden angehört und über das Abklärungsvorgehen informiert.
- II. Anschliessend kontaktiert der SAV-Koordinator die verschiedenen involvierten Fachpersonen und kann von diesen einen schriftlichen Bericht verlangen.
- III. Der SAV-Koordinator beruft dann eine Sitzung mit allen involvierten Fachpersonen ein, um einen Massnahmenvorschlag zu erarbeiten.
- IV. Im Zweifelsfall leitet der SAV-Koordinator den Bericht über die vorgeschlagenen Massnahmen an einen neutralen, externen Experten weiter, der vom Departement beauftragt wird und seine Vormeinung abgibt.
- V. Die vorgeschlagenen Massnahmen werden den Inhabern der elterlichen Sorge von den zuständigen Stellen vorgestellt, damit erstere ihre Zustimmung geben können.
- VI. Der definitive Entscheid wird von den zuständigen Stellen gefällt, die je nach Alter des Kindes vom Departement für Bildung und Sicherheit wie folgt bezeichnet werden:
  - a. die Kantonale Dienststelle für die Jugend für die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen und die heilpädagogische Früherziehung;
  - b. das Amt für Sonderschulwesen für Sonderschulmassnahmen.

Unter Vorbehalt von Sonderbestimmungen wird das Beschwerdeverfahren durch das Gesetz über das Verwaltungsverfahren und die Verwaltungsrechtspflege vom 6. Oktober 1976 geregelt.

## **6. Leistungsarten zur Behandlung der besonderen Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen zwischen 0 und 20 Jahren**

Im Rahmen des Abklärungsverfahrens werden aus den nachfolgend aufgelisteten Leistungen jene Massnahmen ausgewählt, die den besonderen Bedürfnissen der Kinder oder Jugendlichen mit einer Hörbehinderung des Kantons Wallis am besten entsprechen.

### **a. Grundangebot**

Als Unterstützung der allgemeinen Förderung, die von den Inhabern der elterlichen Sorge und den Lehrpersonen angeboten wird, bilden folgende **Hauptleistungen** den Kern der spezifischen Betreuung bei einer Hörbehinderung:

- audiopädagogische Massnahmen, die von speziell auf Hörbehinderung geschulten Fachleuten erbracht werden;
- verschiedene Sonderschulmassnahmen, die von speziell auf Hörbehinderung geschulten Fachleuten erbracht werden.

### **b. Erweitertes Angebot**

Als Unterstützung oder Ergänzung zu den Hauptleistungen können folgende **erweiterte Leistungen** angeboten werden, dies von speziell auf Hörbehinderung geschulten Fachleuten:

- die ergänzende Lautsprache (ELS);
- die Gebärdensprache (DSGS);
- die heilpädagogische Früherziehung;
- die Logopädie (nicht spezifisch auf Hörbehinderung);
- die Psychomotorik-Therapie;
- die psychologische Unterstützung;
- die Beratung und Unterstützung von Erziehungsberechtigten und Fachleuten.

Die unter a und b erwähnten Fachleute stehen auf Anfrage allen Betreuern/Therapeuten des Kindes/Jugendlichen als Ansprechperson zur Verfügung.

### **c. Ausserschulisches und therapeutisches Angebot**

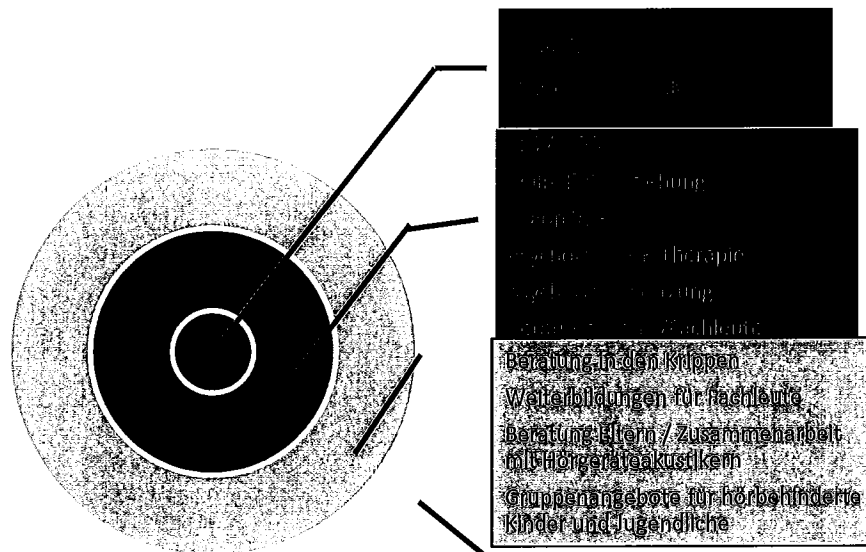
Die Entwicklung des Kindes sowie die Kommunikation mit seiner Familie soll frühzeitig gefördert werden. Dies hat zur Folge, dass neben den rein schulischen und/oder therapeutischen Massnahmen noch zusätzliche Angebote entwickelt werden müssen:

- Beratung der Krippen durch die Ansprechpersonen;
- Weiterbildung der Fachleute;
- Beratung für die Inhaber der elterlichen Sorge, namentlich an Themenabenden;
- Zusammenarbeit mit Hörgeräteakustikern für die hörtechnischen Aspekte;
- Gruppenangebote für hörbehinderte Kinder, je nach Bedarf;
- Zusammenarbeit mit den Vereinigungen für Hörbehinderte.

### **d. Lokales Angebot**

Je nach Ergebnis des SAV können Fachpersonen der Schule und/oder anderer allgemeiner sonderpädagogischer Teilbereiche folgende Massnahmen erbringen:

- pädagogisch-therapeutische Massnahmen und heilpädagogische Früherziehung ohne Spezialisierung auf Hörbehinderung;
- pädagogische Schülerhilfe.



#### e. Zusammenarbeit mit HNO-Fachärzten und medizinischen Fachzentren

Mit der Zustimmung der Inhaber der elterlichen Sorge wird eine Zusammenarbeit mit den Fachärzten HNO und den medizinischen Fachzentren angestrebt, dies sowohl im Bereich der Diagnose als auch im Rahmen der Entwicklung des Kindes oder des Jugendlichen.

#### 7. Organisation der Dienstleistungen: Kompetenzzentrum

Bei der Schulung von Kindern mit einer Hörbehinderung muss berücksichtigt werden, dass im Kanton Wallis einerseits die kritische Masse der betroffenen Kinder und Jugendlichen sehr gering ist und andererseits die Betreuung einen hohen Spezialisierungsgrad voraussetzt.

Als Antwort auf diese konkreten Vorgaben hat das Departement für Bildung und Sicherheit beschlossen, sämtliche unter obigem Punkt 6 a, b und c beschriebenen Leistungen anhand eines Leistungsvertrags einem **Kompetenzzentrum für Hörbehinderung** anzuvertrauen.

#### Geographische Abdeckung

Das Kompetenzzentrum für Hörbehinderung deckt den gesamten Kanton Wallis ab.

Um eine wirksame Abdeckung und eine rationelle Aufteilung der Leistungen je nach Situation der gemeldeten Kinder/Jugendlichen mit einer Hörbehinderung zu gewährleisten, können regionale Zweigstellen des Kompetenzzentrums (z. B. Chablais, Oberwallis) eröffnet werden, die unter der Verantwortung des kantonalen Kompetenzzentrums für Hörbehinderung stehen.

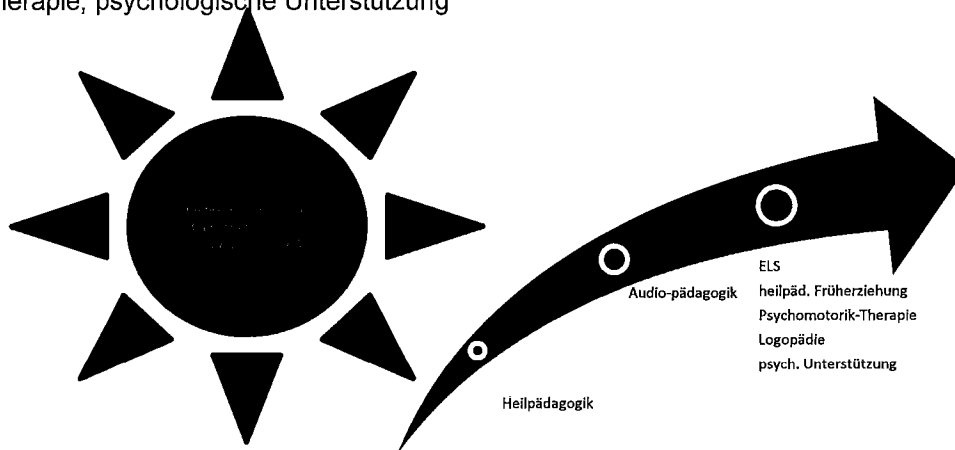
#### Leistungspalette des Kompetenzzentrums für Hörbehinderung

Die unter Punkt 6 a, b und c beschriebenen Leistungen werden vom Kompetenzzentrum für Hörbehinderung in folgenden zwei Formen erteilt:

### c. Dezentrale Angebote

Um wo immer möglich die Integration des Kindes oder des Jugendlichen mit einer Hörbehinderung in sein Umfeld zu fördern, sind folgende dezentrale Leistungen vorgesehen:

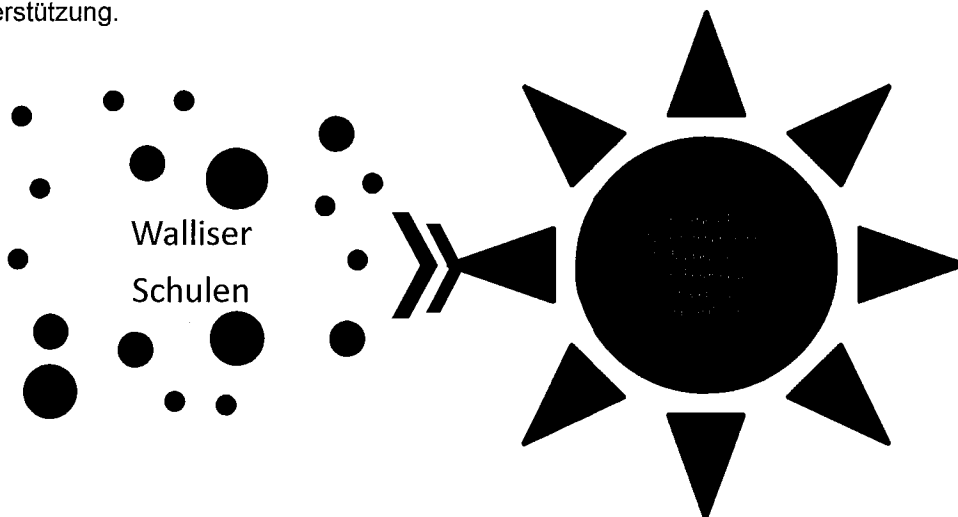
- Audiopädagogik bei Hörbehinderung<sup>1</sup>;
- Heilpädagogik: in Form von verstärktem Stützunterricht bei Hörbehinderung;
- ergänzende Lautsprache (ELS), heilpädagogische Früherziehung, Logopädie, Psychomotorik-Therapie, psychologische Unterstützung



### d. Zentralisierte Angebote

Um auf die spezifischen Bedürfnisse im Bereich Hörbehinderungen einzugehen, können gewisse hörbehinderte Kinder oder Jugendliche in eine Sonderklasse für gehörlose Kinder besuchen, die folgende Leistungen erbringt:

- Sonderschulung in einer Sonderschulklasse für gehörlose Kinder mit der Möglichkeit, teilweise in eine Regelklasse integriert zu werden;
- Gebärdensprache, Audiopädagogik, Psychomotorik-Therapie und psychologische Unterstützung.



Um eine flexible und doch massgeschneiderte Antwort auf die Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen mit einer Hörbehinderung zu liefern und die Ressourcen des familiären und schulischen Umfeldes miteinzubeziehen, können die zentralisierten und dezentralen Leistungen auf Entscheid des Amts für Sonderschulwesen in kombinierten Formen angeboten werden.

<sup>1</sup> Für die Audiopädagogik stellt das Zentrum spezifisches Material zur Verfügung.

## 8. Operationalisierung für das Wallis

### Organisation des Walliser Kompetenzzentrums für Hörbehinderung

Um das Kompetenzzentrum für Hörbehinderung einsatzfähig zu machen, setzt das Departement für Bildung und Sicherheit folgende Organisation um:

- Das Kompetenzzentrum wird unter die Oberaufsicht des kantonalen Amtes für Sonderschulwesen gestellt, das diesbezüglich mit der Kantonalen Dienststelle für die Jugend zusammenarbeitet.
- Das Kompetenzzentrum untersteht der finanziellen und administrativen Aufsicht der Dienststelle für Unterrichtswesen, die für die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen und für die heilpädagogische Früherziehung eng mit der Kantonalen Dienststelle für die Jugend zusammenarbeitet.
- Das Departement für Bildung und Sicherheit (DBS) schliesst mit einer Institution oder mit einem sonderpädagogischen Zentrum einen Leistungsvertrag. Dies erfolgt über die Erweiterung einer bestehenden Vereinbarung zur Verwaltung sämtlicher Leistungen des spezialisierten Kompetenzzentrums.
- Der Kanton und/oder das Kompetenzzentrum kann für spezifische Angebote (Gebärdensprache, ergänzende Lautsprache, ...) Leistungsverträge mit spezialisierten Dienstleistern (z. B. Schweizerischer Gehörlosenbund, Stiftung a Capella, ...) abschliessen.
- Das ZET oder vom Departement mandatierte Instanzen delegieren je nach Bedarf Ressourcen an pädagogisch-therapeutischem Personal für das Kompetenzzentrum.
- Die Dienststelle für Unterrichtswesen (DU) / das Amt für Sonderschulwesen (ASW) legt die Stellenprozente der nötigen Sonderschullehrpersonen fest.
- Der Saldo der Betriebsausgaben wird jährlich festgelegt.

### Phasen und Zeitplan der Umsetzung

Da die geplante Einführung des Kompetenzzentrums für Hörbehinderung grosse Änderungen auf persönlicher, administrativer und finanzieller Ebene mit sich bringt, will das Departement die Umsetzung in zwei Phasen vornehmen und stützt sich in der Zwischenzeit auf die bestehende Organisation, womit das Angebot für die jungen Menschen mit einer Hörbehinderung aufrechterhalten werden kann.

#### Phase I:

Aufbau eines Kompetenzzentrums im **Unterwallis**:

- Beginn ab dem Schuljahr 2017/2018.

Erhalt des Leistungsvertrags mit der Institution Münchenbuchsee für das **Oberwallis**.

#### Phase II:

Erweiterung des Kompetenzzentrums auf den ganzen Kanton: ein einziges Kompetenzzentrum für den ganzen Kanton

- Beginn ab dem Schuljahr 2018/2019.

Die Dienststelle für Unterrichtswesen und die Kantonale Dienststelle für die Jugend sind mit der Anwendung und Umsetzung des vorliegenden offiziellen pädagogischen Rahmens beauftragt. Eine Beratungskommission, deren Mitglieder das Departement bestimmt, führt regelmässig eine Evaluation durch.

Sitten, den 9. September 2016 MD/RS



Oskar Freysinger  
Staatsrat